

Perspectives

N°26/061 – 13 mars 2026

MONDE – L'actualité de la semaine

La guerre israélo-américaine contre l'Iran rebat les cartes pour les banques centrales

La deuxième semaine de la guerre contre l'Iran se termine, sans signes réels de désescalade. Les marchés financiers sont restés nerveux, réagissant principalement aux incertitudes entourant le blocage effectif du détroit d'Ormuz et ses conséquences pour les prix de l'énergie. Le cours du pétrole brut (Brent) a atteint presque 120 \$ le baril lundi, entraînant une flambée des prix des carburants à la pompe dans le monde entier. Une évolution que le président américain Donald Trump a cherché à contrer, en vain, en déclarant mardi qu'il était en avance sur les objectifs de guerre et promettant une fin prochaine du conflit. Ses propos n'ont apporté qu'une accalmie temporaire sur les cours. Du côté de l'Iran, le nouveau Guide Suprême Mojtaba Khamenei, fils du défunt ayatollah Ali Khamenei, a averti que le détroit d'Ormuz resterait fermé et a menacé l'ouverture de nouveaux fronts si le conflit se prolongeait. L'Iran a frappé plus d'une dizaine de navires depuis le début du conflit et aurait débuté le minage du détroit, selon John Healey, le secrétaire d'État à la Défense du Royaume-Uni. L'Iran continue de mener des frappes ciblant des infrastructures énergétiques dans la région.

Pour enrayer la flambée des prix, les pays de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont annoncé mercredi un déblocage record de réserves stratégiques : 400 millions de barils, dont 172 millions proviennent de la réserve stratégique pétrolière américaine. La décision a été prise « à l'unanimité » par l'institution, dont 32 pays sont membres, parmi lesquels ceux du G7 (États-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Japon et Canada), mais aussi l'Australie et le Mexique. L'objectif est de compenser la perte d'approvisionnement due à la fermeture du détroit d'Ormuz, estimée entre 11 et 16 millions de barils de pétrole par jour. La décision de l'AIE n'a pas empêché les cours du pétrole de repartir à la hausse. En effet, la mobilisation des réserves stratégiques ne couvrirait que 25 à 35 jours de perte de production, si les estimations de 11 à 16 millions de barils de pétrole perdus chaque jour sont correctes, et ne représente donc qu'une solution temporaire. Ce vendredi, le baril dépasse 100 dollars et s'inscrit en hausse de 40% depuis le début du conflit.

Dans ce contexte de forte incertitude géopolitique, l'aversion au risque reste de mise. Les indices actions mondiaux s'inscrivent globalement en baisse sur la semaine, bien que plus modeste que les corrections enregistrées la semaine dernière. L'indice Euro Stoxx 50 parvient même à se stabiliser sur la semaine, tandis que l'indice S&P 500 baisse de 1,0%. En zone euro, les primes de risques se sont écartées davantage : +6 pdb pour l'Italie, +4 pdb pour la France.

Du côté des données économiques, les indices des prix à la consommation américains publiés le 11 mars par le *Bureau of Labor Statistics*, sont ressortis en ligne avec les anticipations et ont même fourni quelques surprises positives, sans impact notable pour les marchés. L'indice CPI a progressé de 0,3% en février (après +0,2% en janvier) et sa variation sur un an ressort à 2,4% (stable par rapport à janvier). Sa composante sous-jacente (hors énergie et alimentation) a augmenté de 0,2% (après +0,3% en janvier) et de 2,5% sur un an (le même rythme qu'en janvier), se maintenant à un plus bas depuis mars 2021. Les prix des biens *core* (hors alimentation et énergie) ne progressent que de +1% sur un an, après +1,1 % en janvier. Ce ralentissement est dû à une baisse des prix des voitures d'occasion (-3,2% sur un an, après -2% en janvier), partiellement compensée par une accélération des prix des vêtements (+2,5%, après +1,8%), ces deux composantes sont cependant volatiles. Du côté des services, l'inflation hors énergie diminue légèrement à +2,9% sur un an (après +3,0%), un plus bas depuis septembre 2021. Cette

décélération s'explique par une inflation plus faible que prévu de l'OER (loyer équivalent des propriétaires, 43 % du panier des services) et des loyers (13% du panier), tandis que des composantes volatiles telles que les tarifs aériens et hôteliers et les services hospitaliers ont été plus fortes que prévu. Enfin, les prix de l'alimentation (+3,1% sur un an, après 2,9% en février) et de l'énergie (+0,4% après -0,3% en février) accélèrent.

Le déficit commercial américain en biens et services a reculé plus fortement que prévu en janvier, selon le département du Commerce. Il s'est réduit à -54,5 milliards de dollars (après -72,9 milliards en décembre) en raison d'une hausse importante des exportations (+5,5% sur le mois) et d'un tassement des importations (-0,7%). La réduction du déficit global est essentiellement attribuable à une diminution du déficit des biens, de 17,5 milliards de dollars à 81,8 milliards de dollars, tandis que l'excédent des services s'est accru timidement de 1,0 milliard de dollars pour s'établir à 27,3 milliards de dollars. Par rapport à janvier 2025, le déficit des biens et services diminue de 57,6% à 73,9 milliards de dollars avec une hausse de 10,4% des exportations et une baisse de 11,3% des importations.

La semaine prochaine, l'attention des investisseurs se tournera vers les réunions des banques centrales où la crainte d'une poussée inflationniste va encourager à la prudence et devrait conduire au statu quo sur les taux directeurs à court terme. Du côté de la Réserve fédérale, les anticipations d'assouplissement ont été encore réduites cette semaine. Pour la prochaine réunion de politique monétaire des 17 et 18 mars, **les marchés considèrent comme pratiquement acquis le maintien des taux des Fed funds dans la fourchette-cible actuelle de 3,5%-3,75%**. Il n'anticipe désormais qu'environ 25 points de base (pb) de baisse d'ici la fin de l'année, contre plus de 60 pb avant la guerre et un peu plus de 40 pb la semaine dernière. Les marchés seront attentifs au graphique à points actualisé de la Fed (*dot plot*) et aux projections économiques qui pourraient signaler que la récente hausse des prix du pétrole pourrait retarder le retour de l'inflation à l'objectif. Le dollar américain, qui s'apprécie depuis le conflit, pourrait continuer de bénéficier de toute réduction supplémentaire des anticipations du marché en termes de baisse des taux à venir de la Fed.

La BCE devrait également maintenir ses taux inchangés la semaine prochaine (18 mars) et prendra acte du fait que la forte hausse des prix de l'énergie a ajouté un degré d'incertitude à ses perspectives de croissance et d'inflation. Nous doutons cependant que la BCE valide les anticipations actuelles du marché d'un resserrement de la politique monétaire à venir.

La Banque d'Angleterre ne devrait pas modifier son taux directeur la semaine prochaine (19 mars) dans un revirement radical des anticipations (une baisse des taux était encore considérée comme la plus probable avant les attaques contre l'Iran). Toutefois, elle devrait continuer à signaler qu'elle pourrait toujours réduire les taux une fois passé le choc sur les prix de l'énergie et à condition que les anticipations d'inflation soient bien ancrées.

Dans ce contexte d'anticipations des taux directeurs revues à la hausse et de craintes d'inflation, les rendements des taux souverains augmentent. Les courbes des taux s'aplatissent, les effets sur la partie courte étant plus forts que sur la partie longue (rechute de l'inflation à moyen terme, impact négatif du choc énergétique sur la demande). Par exemple, le rendement des bons de Trésor américain à 2 ans a bondi de près de 18 pb pour passer à 3,74%, contre 3,56% à la clôture vendredi dernier, tandis que le rendement à 10 ans a augmenté de 14 pb pour atteindre 4,27% contre 4,14%. Enfin, le Royaume-Uni, où l'inflation reste encore élevée, enregistre parmi les plus fortes hausses de rendements souverains des économies développées : +59 pb pour le taux à 2 ans à 4,1%, +55 pb à 4,8% pour le taux à 10 ans. Malgré le développement significatif des énergies renouvelables ces dernières années, le gaz naturel représente une part importante de la consommation énergétique britannique, notamment pour le chauffage résidentiel et la production d'électricité.

Consultez nos articles sur l'actualité économique et géopolitique publiés cette semaine

- ✓ [France – La Grande Transmission – Une méthodologie pour estimer les montants transférés à l'horizon 2050](#)
- ✓ [Italie – Derrière le rebond, une économie qui se recompose](#)
- ✓ [Pays baltes – Vivre avec le risque géopolitique](#)
- ✓ [Stablecoins, quels impacts sur les grands équilibres macro-économiques ?](#)

Évolution des marchés

Actions (indices)	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
Eurostoxx 50	5 717	0,0%	-4,5%	-1,3%
CAC 40	7 926	-0,8%	-4,6%	-2,7%
S&P 500	6 673	-1,0%	-2,4%	-2,5%
VIX (volatilité)	27,0	-2,5	6,4	12,1

Taux de change	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
EUR/USD	1,15	-1,2%	-3,6%	-2,4%
USD/YEN	159,44	1,0%	4,3%	0,0%
USD/CNY	6,90	0,0%	-0,1%	-1,3%
EUR/GBP	0,86	-0,3%	-0,7%	-1,0%

Taux d'intérêt (%) ⁽¹⁾	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
€STR	1,93	0	0	1
Euribor 3 mois	2,15	10	15	12
Swap zone euro 2 ans ⁽²⁾	2,61	13	42	34
Swap zone euro 10 ans ⁽²⁾	2,98	10	21	6
Allemagne 2 ans	2,41	10	37	29
Allemagne 10 ans	2,96	10	21	11
États-Unis 2 ans	3,74	18	34	27
États-Unis 10 ans	4,27	14	23	11

Primes zone euro ^{(1) (3)}	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
France	69	4	11	-1
Espagne	52	2	14	9
Italie	82	6	21	13

Marché du crédit ^{(1) (4)}	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
iTraxx Main	64	2	12	14
iTraxx Crossover	303	14	55	59
iTraxx Financial Senior	69	4	14	15
iTraxx Fin. Subordinated	118	6	25	25

Marchés émergents	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
MSCI Emerging markets ⁽⁵⁾	1492	-0,5%	-4,1%	6,2%
EMBI + ^{(1) (6)}	270	-9	8	-1

Matières premières	13-mars	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
Pétrole (\$/bl, Brent)	101,4	9,4%	49,7%	66,7%
Or (\$/once)	5085	-1,1%	1,3%	17,7%

(1) Les variations sont exprimées en points de base

(2) Taux de swap contre Euribor 6 mois

(3) Primes en points de base par rapport au taux 10 ans allemand

(4) Primes de risque de crédit (maturité moyenne des indices : 5 ans)

(5) Indice : actions pays émergents

(6) Indice : dette en USD des pays émergents (prime moyenne par rapport au taux US)

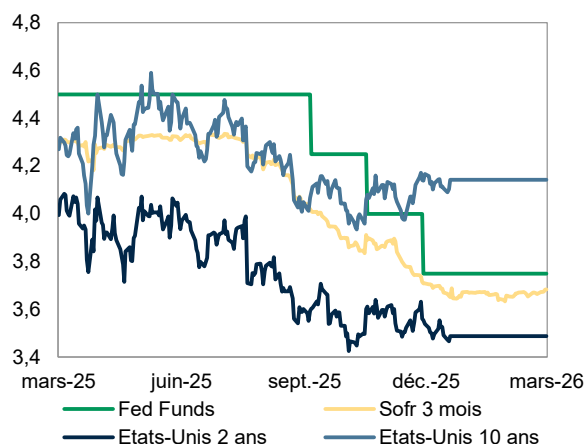
Sources : Bloomberg Finance L.P., Crédit Agricole S.A./ECO

Données actualisées le 13/03/2026 à 10 h 56

Tendances à suivre

Taux d'intérêt en dollar américain

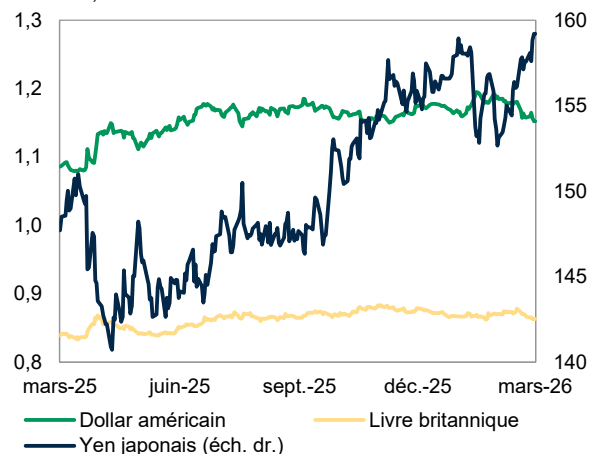
%, interbancaire (Londres) et souverains (États-Unis)



Source : Thomson Reuters

Taux de change des principales devises

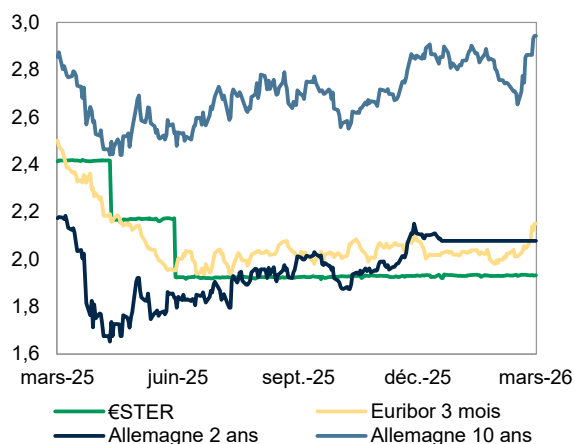
EUR/USD, EUR/GBP et USD/JPY



Source : Thomson Reuters

Taux d'intérêt en euro

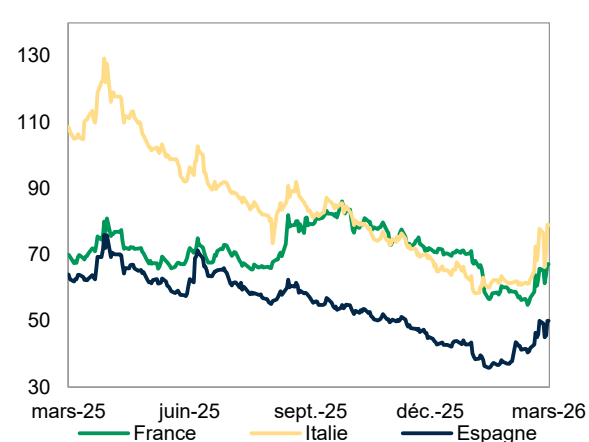
%, interbancaires (Londres) et souverains (Allemagne)



Source : Thomson Reuters

Spreads souverains européens avec le Bund

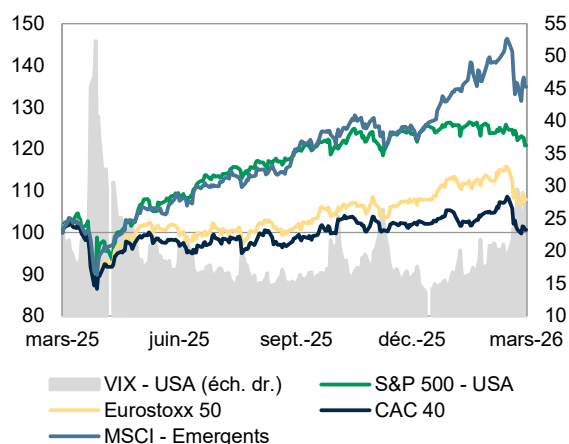
Pdb, dette en EUR à dix ans



Source : Thomson Reuters

Marché actions

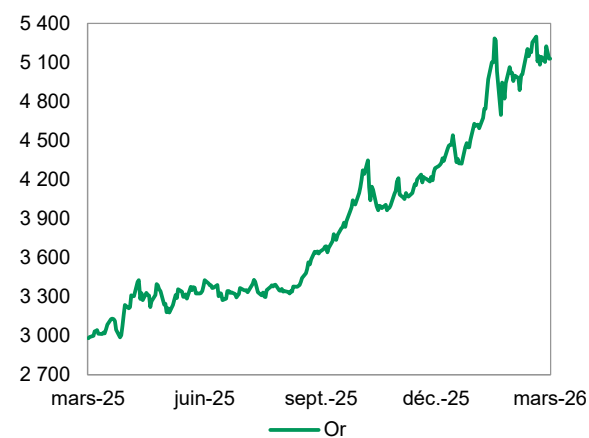
Indice boursiers (100 = début de période) et volatilité VIX



Source : Thomson Reuters

Cours de l'once d'or

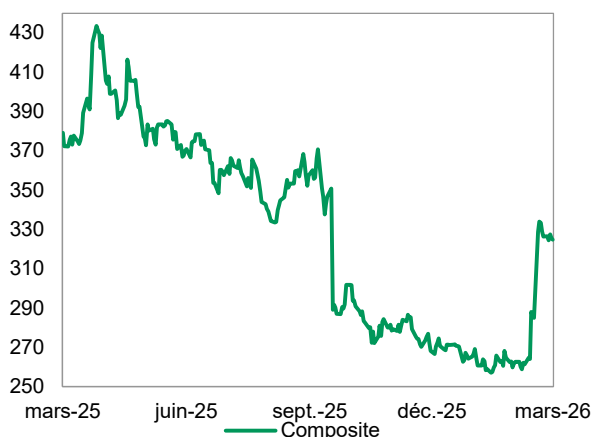
USD/Once troy (Londres)



Source : Thomson Reuters

Spreads souverains émergents avec le T-Bond

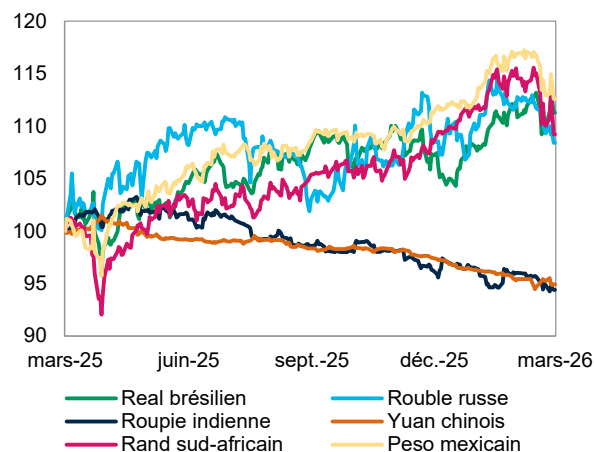
Indices EMBI+ (pdb, dette en USD de plus d'un an)



Source : JP Morgan

Devises émergentes

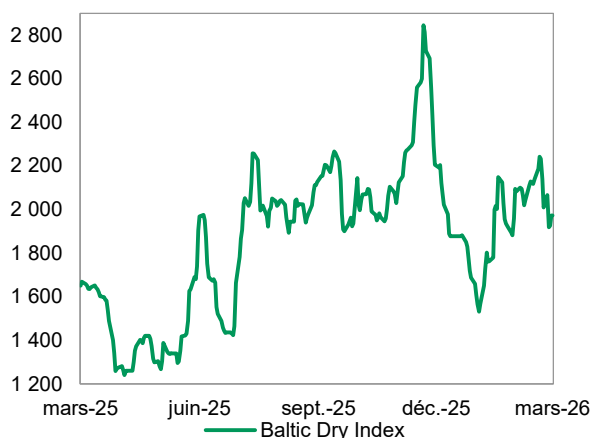
/USD (indice 100 = début de période)



Source : Thomson Reuters

Coût du transport maritime de vrac sec

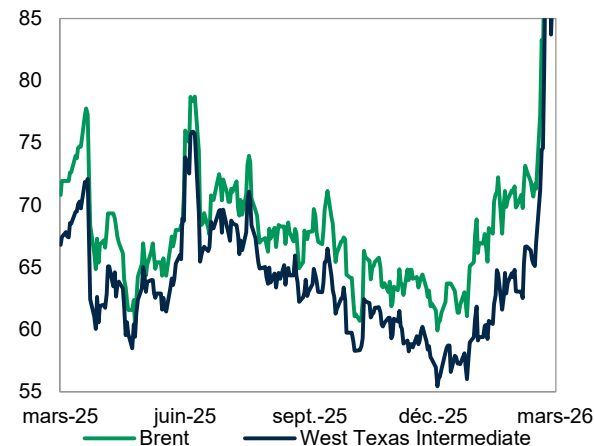
Baltic Dry Index (USD/point)



Source : Baltic Exchange

Cours du baril de pétrole brut en USD

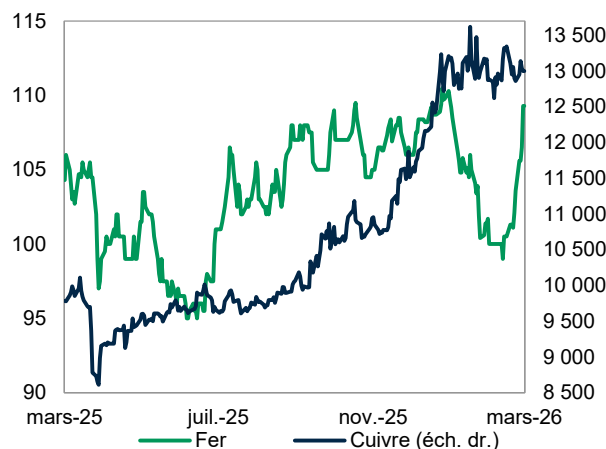
Brent (mer du Nord) et WTI (golfe du Mexique)



Source : Thomson Reuters

Cours des métaux

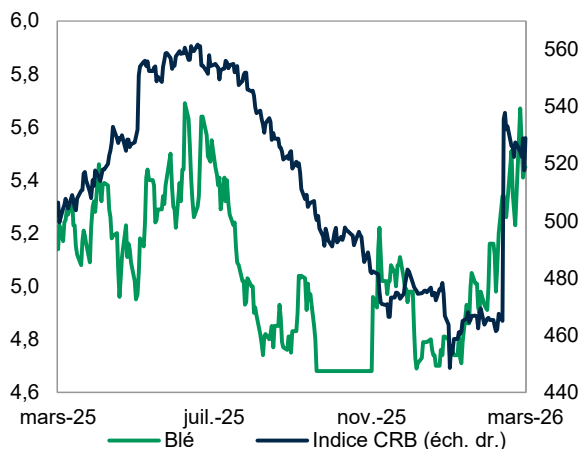
USD/tonne métrique



Sources : Steel Home, London Metal Exchange

Agriculture

SRW Wheat (USD/boisseau) et CRB foodstuffs (USD/point)



Sources : USDA, CRB

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

[En comptant sur le soutien de la politique budgétaire, contreponds à l'adversité](#)

Date	Titre	Thème
13/03/2026	<u>Italie – Derrière le rebond, une économie qui se recompose</u>	Italie
10/03/2026	<u>France – La Grande Transmission – Une méthodologie pour estimer les montants transférés à l'horizon 2050</u>	France
10/03/2026	<u>Pays baltes – Vivre avec le risque géopolitique</u>	PECO
09/03/2026	<u>Stablecoins, quels impacts sur les grands équilibres macro-économiques ?</u>	Fintech
06/03/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/03/2026	<u>PIB par habitant en Europe : un déclin relatif de la France, sans décrochage</u>	France, Europe
02/03/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 2 mars 2026</u>	Monde
27/02/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
25/02/2026	<u>France – 2025, année record pour les défaillances, mais aussi pour les créations d'entreprises</u>	France
24/02/2026	<u>Thaïlande – La victoire des conservateurs permettra-t-elle de relancer la panne moteur de la croissance ?</u>	Asie
23/02/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 23 février 2026</u>	Monde
20/02/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
18/02/2026	<u>Zone euro – Accélération des défaillances en fin d'année 2025</u>	Zone euro
17/02/2026	<u>Royaume-Uni – Système bancaire : une révision du cadre prudentiel</u>	Royaume-Uni, banque
16/02/2026	<u>ECO Tour 2026 : état de l'économie française secteur par secteur</u>	Sectoriel, économie, France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.